



## Proposition de session thématique

### L'action locale face à la problématique des transitions : quelles stratégies budgétaires et financières ?

#### Organisateurs

Gil DESMOULIN, maître de conférences, Sciences Po Rennes

Laboratoire : Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Innovations Sociétale (LIRIS), Rennes

Mail : gil.desmoulin@sciencespo-rennes.fr

Corinne DELON-DESMOULIN, maître de conférences, Université Rennes 2

Laboratoire : Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Innovations Sociétale (LIRIS), Rennes

Mail : corinne.desmoulin@univ-rennes2.fr

#### Mots clés

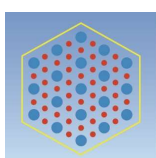
Finances locales, Gouvernance, Budget vert, Dépenses collectivités territoriales

#### Courte description de la session thématique proposée

Comme l'ensemble des administrations publiques les collectivités territoriales subissent une double contrainte quant au changement climatique. En effet, il importe d'intégrer les nouvelles contraintes légales et réglementaires adoptées au plan européen ou national afin de lutter contre le changement climatique à leur échelle et il convient aussi de faire face aux premières conséquences visibles et concrètes liées à ce changement (inondations, tempêtes, sécheresses...).

Parmi tous les moyens d'action à la disposition des décideurs locaux, le levier budgétaire s'avère indispensable et incontournable afin de mettre en œuvre les indispensables transitions. Cette stratégie doit se situer désormais au-delà du simple « *greenwashing* » des politiques publiques locales pour tendre vers la présentation de véritables « budgets verts » à l'image de celui présenté au plan national (rapport institué par l'article 179 de la loi de finances pour 2020, qui prévoit que le Gouvernement remet au Parlement, en annexe au projet de loi de finances (PLF), un rapport sur « l'impact environnemental du budget »).

Toutefois, là encore, la stratégie budgétaire et financière territoriale doit se situer au-delà de la communication ou de l'étude d'impact pour véritablement traduire une action locale cohérente et assumée au service des transitions ce qui implique l'avènement d'une budgétisation verte. Cette dernière doit traduire la stratégie environnementale au plan budgétaire ce qui suppose une action sur les recettes (fiscalité « verte ») mais également sur les dépenses (stratégie bas carbone, investissements respectueux de l'environnement...).



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051



Cette session thématique doit réunir à la fois des universitaires (chercheurs et enseignants chercheurs) spécialistes de l'action locale aux plans juridique et économique mais également des praticiens des budgets locaux. Il s'agira de présenter à la fois des pistes de réflexion, des projets ainsi que des retours d'expérience quant à la stratégie financière et budgétaire locale face à la problématique des transitions.

Cette problématique suppose d'aborder des questions essentielles liées notamment à la stratégie fiscale des pouvoirs locaux ou au choix des investissements réalisés. Parallèlement, le bloc local se situe en première ligne en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique car les collectivités sont amenées à assurer ou assumer des services publics très impactant pour l'environnement (gestion de l'eau, des déchets, des transports...). Enfin, les acteurs locaux doivent prendre toute leur part dans le cadre de politiques publiques partagées en particulier avec l'État (agriculture, pollution de l'air, énergie,...).

### Bibliographie indicative

J. Bousquet, *Le volet environnemental de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique, une régression*, AJ collectivités territoriales, n° 2, 2021, pp.74-78.

T. Bréger, *Pour une action des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique des systèmes alimentaires*, Revue de droit rural n° 469, 2019, pp. 33-37.

C. Delivré, *Fiscalité, territoire, environnement*, Revue juridique de l'environnement, 2013, p. 53

C. Fontaine, *les contrats de concession, distribution publique d'électricité et la loi relative à la transition énergétique*, Le moniteur – contrats publics, 1/12/2015, pp. 52-55

F. Jourdan, *loi d'orientation des mobilités : les mobilités comme moteur de la transition écologique*, JCP A, 2020, n° 9, pp. 25-26

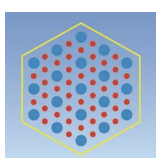
F. Linditch, *Les mesures destinées à améliorer la prise en compte du développement durable dans la commande publique*, JCP A, 2021, n° 38, p. 1

P. Sablière, *La transition énergétique dans les territoires* », JCP A 2016, p. 22

F. Tesson, *La réalité juridique de l'action publique en matière de transition énergétique*, AJDA 26 oct . 2015, pp. 1960-1967

P. Villeneuve, *Collectivités territoriales, quels modes d'intervention en matière énergétique ?*, JCP A n° 42, 2016, pp.26-31.

Numéro spécial de la Revue Gestion et finances publiques, Le « budget vert » de l'État français, n° 2-2021 pp 5-60.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051